

Proclamations.

Par l'Honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec.

A tous ceux à qui ces présentes parviendront ou qu'icelles pourront concerner—SALUT :

PROCLAMATION.

L. RUGGLES CHURCH, } ATTENDU que par et en
Proc.-Gén. } vertu de l'Acte Municipal
Refondu du Bas-Canada, tel qu'amendé par le chapitre cinquante-un des Statuts du Canada, passé dans la vingt-neuvième année du règne de Sa Majesté, il est entr'autres choses en effet décreté :

Que sur présentation à un conseil de comté d'une requête signée par trente habitants ou plus, habiles à voter à l'élection des conseillers locaux, demandant l'érection en une municipalité de ville ou de village d'un territoire quelconque, situé dans la municipalité locale dans laquelle les requérants résident, et clairement indiqué dans la requête, le conseil de comté transmettra la dite requête à la personne choisie comme surintendant spécial, avec ordre de faire la visite du dit territoire, et de faire rapport sur la requête ;

Que le surintendant spécial donnera avis public du jour et de l'heure auxquels il commencera sa visite et fera l'examen de tel territoire, et il donnera audience à toutes les parties intéressées qui se présenteront pour être entendues ;

Que s'il n'y a pas au moins quarante maisons habitées, bâties sur quelque partie du territoire en question, dans un rayon n'excédant pas soixante arpents en superficie, le surintendant spécial fera rapport du fait au conseil du comté, auquel cas il sera du devoir de ce dernier de rejeter la requête ;

Mais que si quarante maisons habitées se trouvent bâties sur ce territoire dans le dit rayon de soixante arpents en superficie, le surintendant spécial donnera, dans son rapport, la désignation claire et précise, et décrira dans un plan y annexé, les limites qui, dans son opinion, devraient être assignées à ce territoire une fois érigé en une municipalité séparée et distincte ; —et si les limites ainsi désignées et décrites sont différentes de celles mentionnées dans la requête, il spécifiera, dans son rapport, les motifs de telle déviation ;

Qu'après avoir fait et signé ce rapport, le surintendant spécial en déposera une copie, ainsi qu'une copie du plan qui l'accompagnera, au bureau du conseil de comté ;

Que le conseil de comté pourra homologuer ce rapport avec ou sans amendement, après avoir fait donner aux habitants de la municipalité locale, de laquelle ce territoire devra être détaché, avis public du jour et de l'heure auxquels il procèdera à en faire l'examen, et après avoir entendu le surintendant spécial et les parties intéressées, s'il en est requis, sur les mérites du rapport ;

Que si après l'intervalle de deux mois, à compter du dépôt d'une copie du rapport au bureau du conseil de comté, aucun amendement n'a été fait à ce rapport, il sera considéré comme ayant été homologué par le conseil de comté ;

Que si avant l'expiration de ce temps, le rapport est amendé par le conseil du comté, le conseil du comté fera inscrire sur l'original, ou sur un papier y annexé, tous les amendements qu'il aura faits sur la copie ou qu'il y aura annexés ;

Que dans l'un et l'autre cas, à l'expiration de l'intervalle de deux mois, le secrétaire-trésorier transmettra au secrétaire provincial une vraie copie du rapport et des amendements qui y auront été faits, ainsi que des plans et autres documents s'y rattachant ;

Que le gouverneur pourra ensuite, par un ordre en conseil, approuver ou rejeter le rapport amendé ou non, par le conseil municipal, ou y faire les amendements ou modifications qu'il jugera à propos d'y faire ;

Que si, par l'ordre en conseil, le rapport est approuvé, avec ou sans amendements, alors le gouverneur pourra lancer une proclamation sous son sceau et sceau, à l'effet de déclarer le nom et les limites qui devront être et seront assignés à tel territoire, comme municipalité distincte ;

Proclamations.

By the Honorable RÉNÉ EDOUARD CARON, Lieutenant-Governor of the Province of Québec.
To all to whom these presents shall come or whom the same may concern—GREETING :

A PROCLAMATION.

L. RUGGLES CHURCH, } WHEREAS in and by "The Atty Genl. } Lower Canada consolidated municipal act," as amended by chapter fifty-one of the statutes of Canada, passed in the twenty-ninth year of Her Majesty's Reign, it is among other things in effect enacted ;

That upon the presentation to a county council of a petition applying for the erection into a town or village, municipality of any tract of land whatsoever situated in a local municipality, and clearly defined in the petition, said petition being signed by at least two thirds of the inhabitants residing within the limits of the said tract of land and entitled to vote at the election of local councillors, the county council shall refer the said petition to the person appointed as special superintendent, with orders to visit such tract of land and to report on the petition ;

That the special superintendent shall give public notice of the day and hour at which he will visit such tract of land and commence his examination thereof, and shall hear all interested parties who may appear, and require to be heard ;

That if there be not at least forty inhabited houses erected upon some part of such tract, within a space not exceeding sixty superficial arpents, the special superintendent shall report the fact to the county council, whose duty it will be in such case to reject the petition :

That if forty inhabited houses are erected on such tract within the said space of sixty superficial arpents, the special superintendent shall define in his report and describe in a plan accompanying the same, the limits which, in his opinion, should be assigned to the said tract of land when erected into a separate municipality ; and that if the limits so defined and described are different from the limits mentioned in the said petition, he shall specify in his report the motives of such deviation ;

That after having made and signed such report, the special superintendent shall deposit a copy thereof and of the plan accompanying the same in the office of the county council ;

That the county council may homologate every such report, with or without amendment, after having caused public notice to be given to the inhabitants of the local municipality from which it is proposed to detach such tract of land of the day and hour at which they will proceed to the examination thereof, and after having heard the special superintendent and the parties interested, (if required to do so), upon the merits thereof ;

That if after the lapse of two months from the day of the deposit of a copy thereof in the office of the county council, no amendment has been made to the said report, it shall be considered as having been homologated by the county council ;

That if, before the expiration of that time, the said report be amended by the county council, the county council shall cause to be entered upon the original, or on a paper annexed thereto, all such amendments as they have made upon or annexed to the copy thereof ;

That in either case the secretary-treasurer shall, after the expiration of the said period of two months, transmit to the provincial secretary a true copy of the said report and of any amendments which may have been made thereto, and of all plans and other documents connected therewith ;

That the Governor may thereupon, by an order in council, approve or reject the said report, whether the same be amended or not by the said municipal council, or modify or amend the same in such manner as he deemed expedient ;

That if, by the said order in council, the said report be approved, with or without amendments, then the Governor may issue a proclamation under his hand and seal, declaring the name to be given, and defining the limits to be ascribed, to such tract of land, as a separate municipality ;

Qu'à compter du premier jour du mois de janvier, après les deux mois qui auront immédiatement suivi la date de cette proclamation, le territoire, dont les limites auront été ainsi fixées, sera détaché de la municipalité locale dont il faisait auparavant partie, et ses habitants formeront une corporation ou corps politique à toutes fins quelconques ; ET ATTENDU que, le conseil du comté d'Hochelaga, a, le vingt-quatrième jour de juillet, dans l'année de Notre-Seigneur mil huit cent soixante-onze, par résolution, nommé Jean-Baptiste Morin, de la paroisse de la Longue Pointe, surintendant spécial en rapport à une requête présentée au dit conseil, demandant l'érection en une municipalité de ville d'une étendue de terre y mentionnée, la dite requête étant signée par au moins les deux tiers des habitants résidant dans les limites de la dite étendue de terre, et habiles à voter à l'élection des conseillers municipaux, et à référer par la même résolution, au dit surintendant spécial, la dite requête avec instruction de visiter le dit territoire, dans le dit comté, et de faire rapport sur la dite requête ; ET ATTENDU que le secrétaire-trésorier du dit comté d'Hochelaga a transmis au secrétaire provincial une copie d'un rapport fait par le dit surintendant spécial, au conseil de comté du dit comté d'Hochelaga, dans lequel est la désignation des limites qui, dans son opinion, doivent être données au territoire ci-après plus particulièrement décrit, contenant au moins quarante maisons habitées dans une étendue n'excédant pas soixante arpents en superficie pour être érigé en une municipalité de ville ; ET ATTENDU que le dit rapport a été homologué sans amendements par le conseil du dit comté d'Hochelaga, et est accompagné d'un plan du dit territoire, et d'autres documents démontrant suffisamment que les formalités prescrites par les dits actes ont été observées ; ET ATTENDU, que moi, RÉNÉ EDOUARD CARON, le Lieutenant-Gouverneur de Notre Province de Québec, a, par et avec l'avis du Conseil Exécutif de Sa Majesté, de notre dite Province, approuvé le dit rapport sans amendement ; CES CAUSES, en vertu des pouvoirs à moi conférés par les dits actes, je déclare, par ma présente proclamation, que le dit territoire, savoir :

That from the first day of January next after the expiration of the two months immediately following the date of the said proclamation, the tract of land, the limits whereof have been so defined, shall be detached from the local municipality whereof it theretofore formed part, and its inhabitants shall be a corporation or body politic, to all intents and purposes whatsoever ; AND WHEREAS the council of the county of Hochelaga did, on the twenty-fourth day of July in the year of Our Lord one thousand eight hundred and seventy-one, by resolution, appoint Jean-Baptiste Morin, of the parish of Longue Pointe, in the said county, special superintendent in relation to a petition presented to the said council, praying for the erection into a town municipality of a tract of land therein mentioned, the said petition being signed by at least two thirds of the inhabitants residing within the limits of the said tract of land, and entitled to vote at the election of local councillors, and did, by the same resolution, refer to the said special superintendent, the said petition, with an order to visit the said tract of land, and to report on the said petition ; AND WHEREAS the secretary-treasurer of the said county of Hochelaga hath transmitted to the provincial secretary a copy of a report made by the said special superintendent to the county council of the said county of Hochelaga, in which are described the limits, which in his opinion, should be assigned to a certain tract of land therein mentioned, and hereinafter more particularly described, containing at least forty inhabited houses erected upon some part of such tract within a space not exceeding sixty superficial arpents, to be erected into a town municipality ; AND WHEREAS the said report has been duly homologated without amendment by the council of the said county of Hochelaga, and is accompanied by a plan of the said tract of land, and other documents showing satisfactorily that the formalities prescribed by the said acts have been observed ; AND WHEREAS, I RÉNÉ EDOUARD CARON, being Lieutenant-Governor of the province of Quebec, have, by and with the advice and consent of Her Majesty's executive council for the said province, approved the said report without amendment thereto ; NOW KNOW YE, that, in virtue of the power in me vested by the aforesaid acts, I do, by this my proclamation, declare that the said tract of land, to wit : All that certain tract on territory limited and bounded as follows, that is to say :

On the east by the line of division between the city of Montreal and the parish of Montreal from the Lachine canal to the south side of the little Côte Saint-Antoine road, on the north by the said line of the said little Côte Saint-Antoine road, following the same towards the west to the line of land of Joseph Décarie ; on the west by a straight line drawn from the land of Joseph Décarie, following the north east side of the Côte Saint-Paul road, to the said Lachine Canal ; and on the south by the said Lachine Canal as far as the aforesaid limits of the said city of Montreal and of the said parish of Montreal, shall, from the FIRST day of JANUARY one thousand eight hundred and seventy-six, be detached from the municipality of the parish of Notre-Dame de Montreal, whereof it heretofore formed part, and shall thenceforth form a separate municipality under the name of the TOWN OF SAINT-HENRI, and its inhabitants shall henceforth be a corporation or body politic, to all intents and purposes, by the name of THE CORPORATION OF THE TOWN OF SAINT-HENRI ; and I do by these presents make, ordain, constitute, erect and declare the said TOWN OF SAINT-HENRI, to be a town for all municipal purposes.

Toute cette étendue de territoire limitée et décrite comme suit : à l'est, par la ligne de division entre la cité de Montréal et la paroisse de Montréal, depuis le canal Lachine jusqu'au côté sud du chemin de la petite côte Saint-Antoine ; au nord, par la dite ligne du dit chemin de la petite côte Saint-Antoine, suivant la même vers l'ouest jusqu'à la ligne de la terre de Joseph Décarie, à l'ouest, par une ligne droite tirée depuis la terre de Joseph Décarie, suivant le côté nord-est du chemin de la côte Saint-Paul, jusqu'au dit canal Lachine ; et au sud, par le dit canal Lachine jusqu'aux dites limites de la dite cité de Montréal, et de la dite paroisse de Montréal, sera, à compter du PREMIER jour de JANVIER, mil huit cent soixante-seize, détaché de la municipalité de la paroisse de Notre-Dame de Montréal, dont elle formait ci-devant partie, et formera à l'avenir une municipalité séparée sous le nom de VILLE DE SAINT-HENRI, et ses habitants seront à l'avenir une corporation ou corps politique, pour toutes fins et effets, connue sous le nom de LA CORPORATION DE LA VILLE DE SAINT-HENRI ; Et par ces présentes je fais, ordonne, constitue, érige et déclare la dite VILLE DE SAINT-HENRI, être une ville pour toutes fins municipales.

De tout ce que dessus, tous nos feaux sujets et tous autres que les présentes peuvent concerner, sont requis de prendre connaissance et de se conduire en conséquence.

Donné sous mon seing et sceau à Québec,
ce VINGT-UNIÈME jour de DECEMBRE,
dans l'année de Notre-Seigneur,
mil huit cent soixante-et-quatorze et dans
la trente-huitième année du Règne de
Sa Majesté la Reine Victoria.

[L. S.] Signé, E. CARON,
Lieutenant-Gouverneur.
Par ordre,
PH. J. JOLICOEUR,
Assistant-Secrétaire.

Of all which Our loving subjects and all others whom these presents may concern, are hereby required to take notice and govern themselves accordingly.

Given under my hand and seal, at Quebec,
this TWENTY-FIRST day of DECEMBER,
in the year of Our Lord, one thousand eight hundred and seventy-four and
in the thirty-eighth year of the Reign
of Her Majesty the Queen Victoria.

[L. S.] Signed, E. CARON,
Lieutenant-Gouverneur.
By Command,
PH. J. JOLICOEUR,
Assistant-Secretary.